

MANIFESTE POUR UNE RÉVOLUTION RADICALE

*Une perspective anti-patriarcale et anti-capitaliste
pour construire une société sans classe*





**MANIFESTE
POUR UNE RÉVOLUTION
RADICALE**



Une perspective anti-patriarcale et anti-capitaliste pour construire une société sans classe

La Fronde est un collectif autogéré s'inscrivant à l'intersection des courants de pensées queer et du matérialisme. Nous visons l'abolition du patriarcat et du capitalisme par l'élaboration d'une pensée critique collective et la mise en œuvre d'actions ciblées dans une perspective révolutionnaire.

En tant que révolutionnaires, nous militons pour la destruction radicale des systèmes de domination et des structures qui les légitiment. Ainsi, nous considérons l'appareil de l'État, son gouvernement et ses institutions comme des instruments qui non seulement véhiculent les dynamiques d'exploitation, mais plus encore protègent les intérêts du patriarcat et du capital. De ce fait, nos actions et nos revendications sont menées en dehors de ces derniers et nous n'attendons rien d'eux.

Nous ne négocions pas, nous n'acceptons aucun compromis.

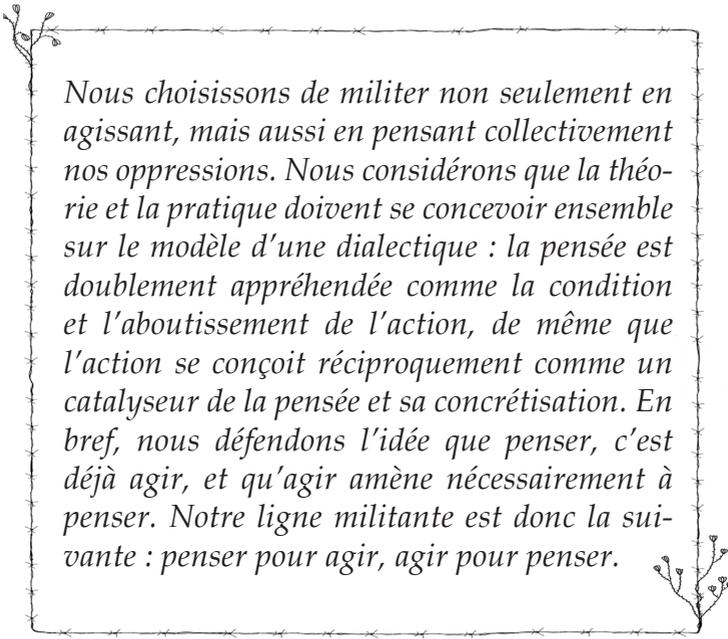
Nous choisissons consciemment de ne pas traiter de toutes les luttes et de toutes les oppressions, d'une part pour se concentrer sur ce que nous identifions comme étant les axes majeurs de la lutte anti-patriarcale révolutionnaire, et de l'autre car nous considérons qu'il est indispensable de ne pas s'approprier des sujets qui nécessitent une position d'apprenant.e.s, et non de conquérant.e.s mobilisant l'espace de parole politique. De ce fait, nous avons appris et admettons que la position d'allié.e.s est avant tout une

auto-proclamation confortable et de fait dé-résponsabilisante. Nous considérons en revanche, que la lutte pour une société libérée des rapports des dominations systémiques doit inclure la compréhension des liens entre ceux-ci pour une destruction radicale de tous les systèmes d'oppression.

Nous considérons le patriarcat comme étant un outil crucial de légitimation et de maintien des dynamiques de domination et d'exploitation : il est donc notre principale cible à abattre.

Dans cette perspective, nous revendiquons désormais, non plus une position exclusivement féministe, mais une ligne anti-patriarcale et anti-capitaliste pour une lutte offensive et radicale.





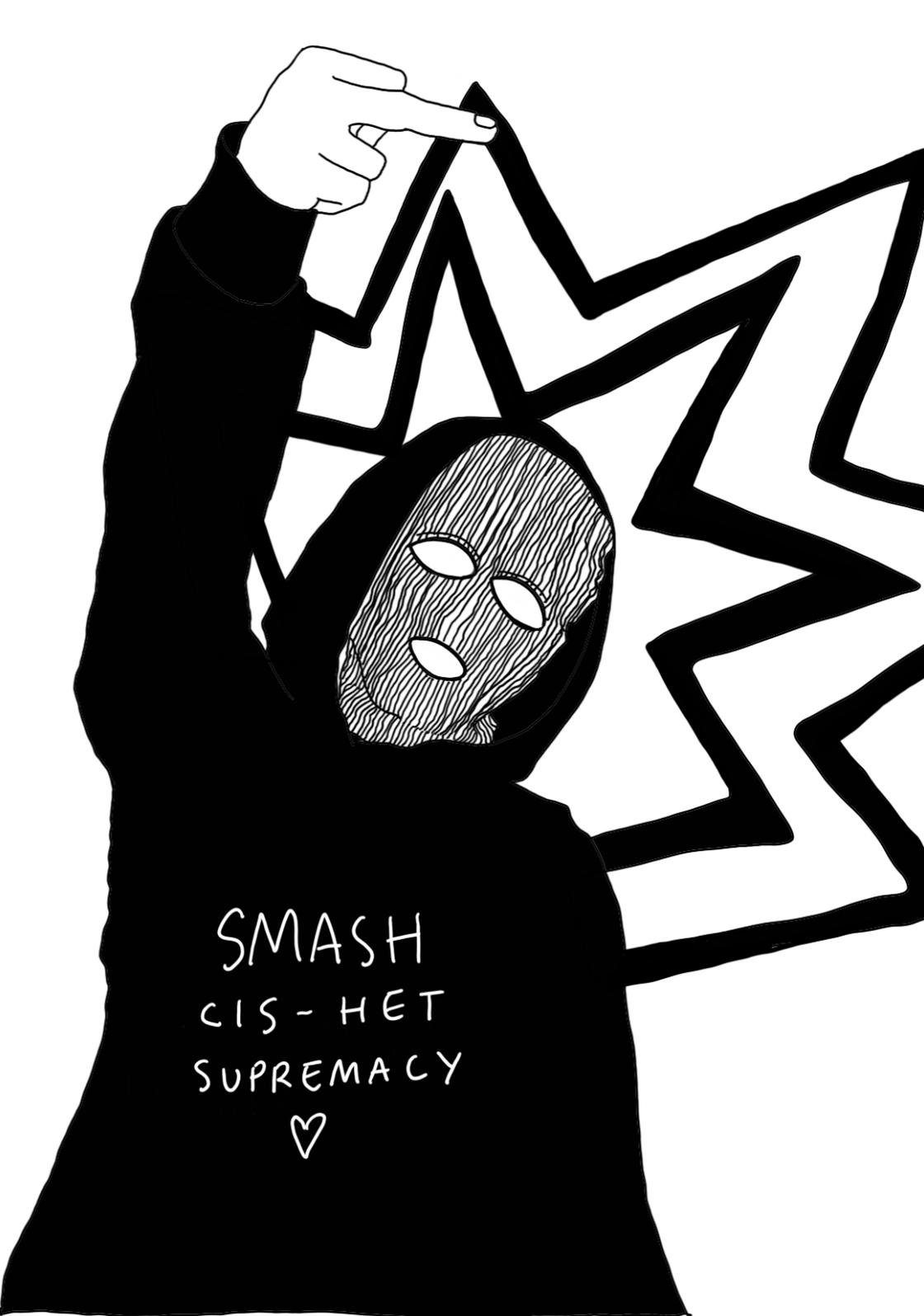
Nous choisissons de militer non seulement en agissant, mais aussi en pensant collectivement nos oppressions. Nous considérons que la théorie et la pratique doivent se concevoir ensemble sur le modèle d'une dialectique : la pensée est doublement appréhendée comme la condition et l'aboutissement de l'action, de même que l'action se conçoit réciproquement comme un catalyseur de la pensée et sa concrétisation. En bref, nous défendons l'idée que penser, c'est déjà agir, et qu'agir amène nécessairement à penser. Notre ligne militante est donc la suivante : penser pour agir, agir pour penser.



I-POSITIONNEMENT POLITIQUE THÉORIQUE

1-MATERIALISME QUEER

2-CAPITALISME & PATRIARCAT



SMASH
CIS-HET
SUPREMACY
♡

MATERIALISME QUEER

Nos luttes s'inscrivent dans une perspective matérialiste-queer, envisagée comme un cadre théorique ayant vocation à aiguiller nos réflexions et nos pratiques militantes selon deux axes fondamentaux interdépendants : l'abolition du capitalisme patriarcal d'une part, la destruction de l'hétéronormativité de l'autre.

Nous adhérons à la position matérialiste selon laquelle il est vain de penser les rapports sociaux en dehors des conditions matérielles d'existence des individus et des groupes auxquels ils appartiennent, c'est à dire des classes sociales, de genres et de races qui œuvrent à la hiérarchisation des existences de chacun.e.

Ainsi, afin d'aboutir à l'abolition de ses classifications, il nous paraît nécessaire de les nommer telles qu'elles façonnent nos conditions matérielles d'existence. Nous employons donc les termes « classe des hommes » et « classe des femmes » en tant que référence d'analyse, sans pour autant les légitimer.

De la pensée queer, nous adhérons à l'analyse selon laquelle l'abolition du patriarcat suppose nécessairement l'abolition de l'hétéronormativité. C'est en effet sur celle-ci que se construit la binarité de genre homme/femme, mais également d'autres dualismes classant les individus et les groupes selon s'ils s'inscrivent ou résistent à ses codes et à ses pratiques : ainsi en va-t-il des catégories cisgenre/transgenre et hétérosexuel.le/homosexuel.le, qui ne peuvent exister que sur fond de la dualité norme/marge. Par conséquent, ces dualismes ont aussi pour fonction d'invisibiliser et d'empêcher l'existence des personnes intersexes, non-binaires et bisexuel.les.

En ce sens, nous considérons la transphobie, l'homophobie et le sexisme comme des outils permettant le maintien des structures hétéronormatives qui hiérarchisent nos existences.

L'hétéronormativité apparaît comme l'instrument privilégié du patriarcat, puisqu'elle permet de régir et de maintenir la hiérarchisation et la subordination politique, économique et sociale. Non seulement à travers la question du genre et de la sexualité, mais aussi par des biais grossophobes, validistes et psychophobes. Nous sommes toustes condamn.e.s à la transgression dès lors que nous refusons ces dynamiques de classification et de subordination. Cette dernière plaçant tout ce qui lui déroge sous le prisme de la marginalité, nous choisissons de reprendre à notre compte ce stigmate en nous affirmant Queer, et ce de façon profondément politique : pour nous, s'affirmer queer, c'est dénoncer l'illégitimité du système binaire en tant que cadre normatif de référence pour classer les individus et répartir inégalement les rôles sociaux.

Lorsque nous employons le terme « queer », ce n'est pas dans sa dimension identitaire individuelle. Loin de le réduire à un « sentiment de soi », et donc à la question de l'identité aux travers des prismes de l'individualité et de la subjectivité, nous aspirons à penser le fait d'être queer d'une part comme un outil critique venant contester la validité des catégories norme/marge régies par l'hétéronormativité, d'autre part comme un outil politique réaxant la lutte sur la question des conditions matérielles d'existence structurées par la classe à laquelle nous appartenons.

A la question « qui êtes-vous ? », nous rétorquons « comment existons-nous ? ». Comment, concrètement, faisons-nous pour survivre en contexte hétéronormatif et patriarcal ? De quels moyens disposons-nous pour accéder à la santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, à la famille, à la sécurité, à l'épanouissement ?

Nous affirmons ici l'urgence de nous appréhender nous-mêmes comme des sujets politiques, ancré.e.s dans des réalités matérielles qui nous sont propres, et non uniquement comme des identités marginales et disparates.

En se déclarant queer dans une perspective matérialiste, nous sortons des seuls enjeux de représentativité pour repolitiser nos existences.

CAPITALISME & PATRIARCAT

Nous ne pourrions penser et construire une société libérée des systèmes de domination et de possession, qu'en inscrivant notre analyse et nos luttes dans une compréhension systémique et intersectionnelle des oppressions. Ainsi, nous mobilisons le concept de « classe » pour penser conjointement l'oppression capitaliste et l'oppression patriarcale.

Le capitalisme, loin de se limiter au modèle d'une économie de marché, doit s'appréhender selon nous comme un rapport au monde à part entière pour être compris et démantelé. Ce rapport au monde, fondé sur la légitimation de l'appropriation des ressources et des personnes au moyen de la propriété privée et de l'institutionnalisation du salariat, s'incarne selon nous dans la dualité possédant.e/possédé.e.

Les possédé.e.s voient leurs forces de travail, leurs corps et leur temps appropriés par les possédant.e.s. Ils sont contraint.e.s, pour subvenir à leurs besoins vitaux, de participer à l'enrichissement des possédant.e.s puisque ces dernier.e.s détiennent les moyens de productions (capacités physiques non humaines pour produire des richesses : matières premières, énergie, etc...). La logique du « marche ou crève », véritable prise d'otage des possédé.e.s, implique qu'en œuvrant à leur propre survie ces dernier.e.s n'ont d'autre choix que de participer activement à consolider la domination structurelle qui s'abat sur eux.



PATRIARCHY

CAPITALISM

Faire le choix de formuler ainsi cette dualité (possédant.e.s / possédé.e.s) et de penser cette appropriation par le prisme de la prédation de la classe est une façon pour nous d'affirmer la dimension structurelle de la domination politique, économique et sociale intrinsèquement liée au système capitaliste.

Penser le capitalisme comme un rapport au monde c'est aussi penser le lien systémique qu'il entretient avec le racisme. Historiquement issu de l'impérialisme et du colonialisme, le capitalisme en occident a en effet prospéré sur la hiérarchisation des races sociales. Hiérarchie qu'il continue par ailleurs à consolider de part et d'autre, tant par la division raciale du travail à l'échelle du monde, que par l'exploitation des populations, l'appropriation et le contrôle des corps et des ressources via l'ethnocentrisme occidental et la blancheur hégémonique.

Conjointement, le patriarcat, compris comme une forme d'organisation sociale au sein de laquelle la classe des femmes est subordonnée politiquement, juridiquement, économiquement et culturellement à celle des hommes, est lui aussi, selon nous, à appréhender comme un rapport au monde fondé sur la prédation d'une classe sur l'autre.

Penser la domination patriarcale par le biais de classes permet d'affirmer sa dimension systémique et structurelle, et par le même geste de s'émanciper des prismes essentialistes et individualistes : les hommes en tant qu'individu, bien qu'ils participent activement au maintien du patriarcat parce qu'il y ont intérêt, n'en sont pas pour autant les auteurs : c'est bien dans la culture, le droit et les institutions que ce dernier s'enracine.

Ce sont donc les structures même de la société qu'il s'agit d'attaquer, de façon à ce que ces derniers ne puissent plus avoir intérêt d'une part à cautionner et participer à cette prédation ; d'autre part à être absout de toute responsabilité lorsqu'ils l'exercent.

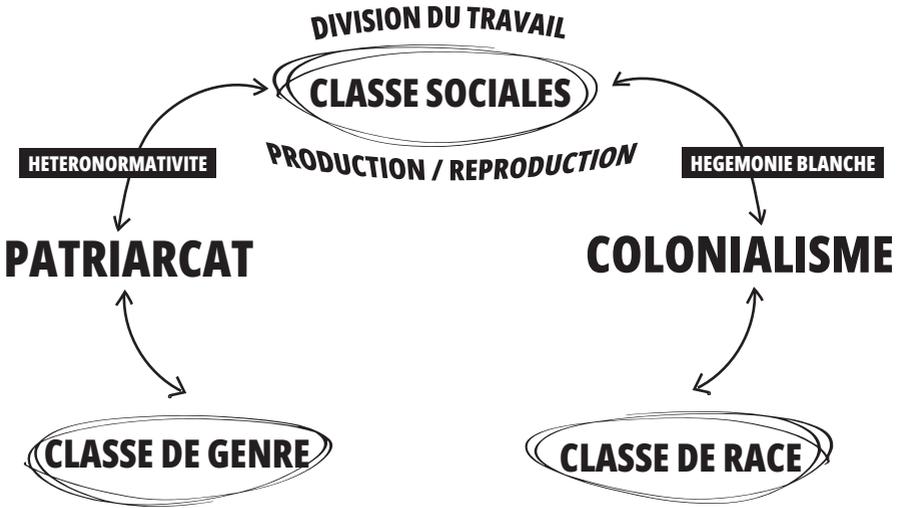
De toute évidence, l'égalité des droits de toustes, feinte par les textes législatifs, n'empêche aucunement l'intensification de la prédation de classe. L'inégalité des conditions matérielles d'existence, en plus de persister, est désormais invisibilisée par le vernis d'une égalité purement formelle et théorique. Avoir des droits sur le plan légal ne suffit pas : encore faut-il pouvoir y accéder en pratique. Dans les faits, c'est encore bien la division de la société en classes qui est à l'origine des inégalités à l'endroit du travail salarié, de l'injonction à la reproduction et au travail domestique gratuit, ainsi que de l'appropriation des corps et de la sexualité à des fins profitables au capitalisme. Ce sont de ces mêmes dynamiques de classes que découlent l'exploitation des travailleuses : ce sont toujours les mêmes groupes opprimés qui sont assignés aux tâches les plus pénibles et les moins rémunératrices, qui se retrouvent dans des situations de précarité sociale et économique, et dont les mécanismes de la pauvreté se transmettent de génération en génération.

C'est en ce sens que nous affirmons qu'il n'y a pas d'alternative à la destruction du patriarcat si nous voulons construire une société sans classes : c'est en détruisant le capitalisme et ses classifications que nous pourrons nous défaire des hiérarchies qui nous aliènent.



CAPITALISME

PROFIT & EXPLOITATION
POSSÉDANT / POSSÉDÉ



CAPITALISME
EXPLOITATION DE LA FORCE DE TRAVAIL
DEPOSSESSION DES MOYENS DE PRODUCTION



PATRIARCAT
FAMILLE NUCLEAIRE
DIVISION GENREE DU TRAVAIL
INJONCTION A LA REPRODUCTION



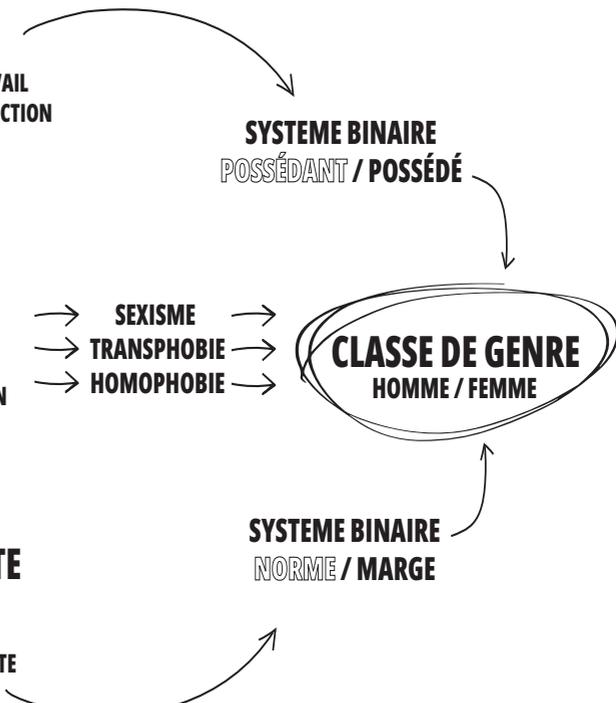
HETERONORMATIVITE
HEGEMONIE CIS
BINARITE OBLIGATOIRE
INJONCTION A L'HETEROSEXUALITE

SYSTEME BINAIRE
POSSÉDANT / POSSÉDÉ

→ SEXISME →
→ TRANSPHOBIE →
→ HOMOPHOBIE →

CLASSE DE GENRE
HOMME / FEMME

SYSTEME BINAIRE
NORME / MARGE





II-POSITIONNEMENT POLITIQUE PRATIQUE

**1-CIBLES PRINCIPALES
2-ORGANISATION**

1- CIBLES PRINCIPALES

Pour analyser les mécanismes des dispositifs répressifs, du contrôle des corps, et du système imposant la binarité de genre, nous nous focalisons sur trois de leurs outils : la prison, le stigmatisme de pute, et la transphobie. Bien conscient.e.s que les luttes anti-patriarcales et anti-capitalistes ne s'y réduisent pas, ils en sont néanmoins trois des piliers fondamentaux, que nous choisissons donc de prendre pour cible.

LA PRISON COMME OUTIL CLASSISTE

Diviser pour mieux régner, enfermer pour mieux asservir, tels sont les vrais mobiles de la réclusion. En effet, l'incarcération constitue dans son principe même une atteinte à la dignité humaine : être privé.e de la liberté d'aller et de venir, voir sa vie privée amputée, subir une surveillance constante, être confronté.e quotidiennement à de mauvais traitements physiques et psychiques... Tout cela ne peut conduire qu'à une escalade de haine, mais en aucun cas à la possibilité d'une rédemption. Plus encore, la concentration des détenu.e.s dans un seul et même endroit n'aide en rien les personnes incarcérées à sortir du cercle vicieux de la judiciarisation. Pour toutes ces raisons, nous luttons pour l'abolition radicale du système carcéral.

La police, les tribunaux et les prisons constituent le triptyque disciplinaire déployé par l'État pour façonner la figure de boucs émissaires et légitimer l'exclusion des personnes déjà marginalisées.

Véritable outil de consolidation du concept de monstruosité, la prison fait émerger l'archétype du casseur, du violeur ou du terroriste comme autant d'ennemis publics tout désignés pour mieux protéger ceux qui violent, exploitent, maltraitent et tuent en toute impunité. Le constat est sans appel : alors même que les crimes en cols blancs, érigés en sport de

compétition par la classe des possédant.e.s ne passent quasi jamais par la case carcérale, ceux des possédé.e.s sont à l'inverse quasi systématiquement sanctionné.e.s par l'enfermement.

L'incarcération offensive de certain.e.s plutôt que d'autres révèle non seulement l'existence d'une gestion différenciée des illégalismes par l'appareil de l'État, mais plus encore la dimension structurellement discriminatoire, raciste et classiste, des institutions répressives.

De fait, ce sont massivement les personnes issues des classes sociales possédées qui sont emprisonnées, parachevant ainsi la boucle de la stigmatisation dans laquelle elles sont déjà enfermées. C'est la raison pour laquelle nous envisageons la prison comme l'un des symptômes les plus prégnants de cette société de classe, et non comme une solution légitime.



Plus encore, nous savons d'expérience que ces institutions répressives ne sont d'aucune aide lorsqu'il s'agit d'assurer notre protection en matière de violences sexistes et sexuelles. D'abord, parce que réduire des problématiques structurelles à des dérives individuelles revient à nier leur dimension systémique et ainsi à réduire à néant toute perspective de changement en profondeur. Ensuite, parce que l'appareil judiciaire s'avère

majoritairement inefficace lorsqu'il s'agit de condamner les auteur.ice.s de violences sexistes et sexuelles, perpétrant ainsi le cycle de la violence jusque devant les tribunaux. Enfin, parce l'enfermement ne constitue ni une garantie de non récurrence, ni la compréhension de la gravité de son acte par le.a coupable, et encore moins la réparation du côté de la victime.

Refuser la réponse répressive, c'est donc nécessairement rejeter le système carcéral puisque celui-ci participe activement au maintien d'une société classiste et raciste. Elle véhicule de plus l'idéologie fallacieuse de la culpabilité individuelle et n'est d'aucune utilité pour résoudre des problèmes de nature systémique.

LE STIGMATE DE PUTE COMME OUTIL SEXISTE

Nous affirmons la position suivante : « Pas de féminisme sans les TDS ».

Plus qu'une position de principe, nous défendons l'idée selon laquelle le patriarcat ne pourra véritablement être aboli que si le stigmate qui pèse sur la prostitution l'est aussi. En contexte patriarcal, le stigmate de « pute » agit comme un outil sexiste de contrôle social d'une redoutable efficacité pour maintenir la domination patriarcale et délégitimer toute tentative de résistance à l'ordre établi. Ce stigmate revêt ainsi une double fonction de contrôle politique et social en départageant les personnes apparentées à la classe des femmes en deux catégories : d'un côté, celles qui sont jugées suffisamment obéissantes au patriarcat et à l'hétéronormativité ; et de l'autre celles qui y dérogent. Sont ainsi consistigmatisées toutes celles que l'on jugera désobéissantes car trop indépendantes, trop critiques, trop libres ou trop hors-normes.

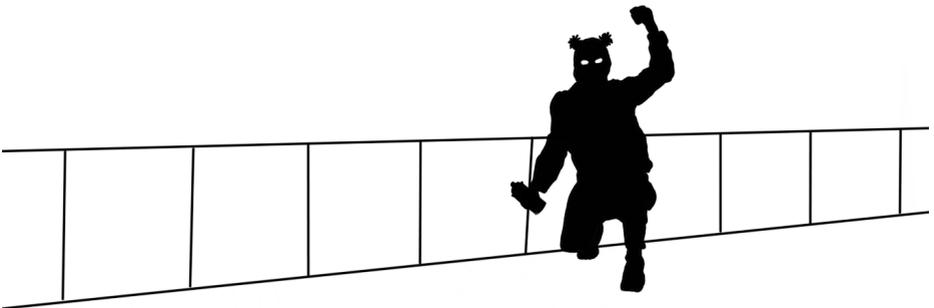
Ce stigmate, complètement décorrélé du fait que l'on propose des services sexuels tarifés ou non, fait l'effet d'une marque au fer rouge dont la menace plane en permanence. C'est précisément en ce sens qu'il est un instrument de domination qui nous concerne toutes.

Pour nous défaire de ce stigmate, il nous faut de toute évidence démystifier la figure de la pute dans ce qu'elle a de transgressif en reconsidérant l'activité prostitutionnelle sous son prisme matériel : la prostitution, c'est avant tout un travail.

Il va de soi que nous opérons une distinction ferme entre d'une part la traite des êtres humains que nous condamnons, et la profession de travailleuse du sexe. Nous soulignons qu'en contexte capitaliste, aucun travail ne relève d'une décision libre puisqu'il en va de notre survie. Nous refusons de traiter de la prostitution sous le prisme de la morale. L'imaginaire collectif selon lequel la prostitution serait intrinsèquement aliénante et qui réduit les travailleuses du sexe au statut de victime participe à une infantilisation à peine dissimulée. En nous considérant incapables de décider pour nous-mêmes à quelles fins nous utilisons nos corps, c'est encore un contrôle de nos sexualités qui s'opère. Plus encore, ces considérations sont dangereuses car ce sont les individus que l'on incrimine, et non le système patriarcal.

Les putes sont avant tout des travailleuses, c'est donc sur les conditions d'exercice du travail du sexe que nous devons porter notre attention et nous montrer solidaires.

PLUTOT PUTE QUE MINISTRE



LA TRANSPHOBIE COMME OUTIL DU PATRIARCAT

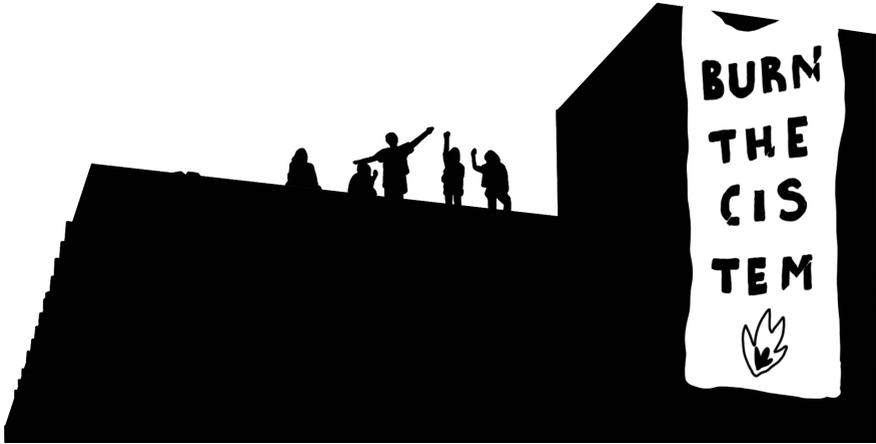
La transphobie est non seulement l'un des outils privilégiés du patriarcat, mais aussi la manifestation la plus évidente de l'hétéronormativité. Puisque détruire le patriarcat suppose nécessairement aussi de détruire ses fondements idéologiques. Notre position est la suivante : Smash the Cis-Tem.

Les personnes trans, de par leur simple existence, viennent à la fois remettre en question la légitimité de l'hégémonie cisgenre et la binarité de genre dans son ensemble. C'est pourquoi le patriarcat a tout intérêt à les détruire : stigmatiser les personnes trans permet d'assurer le maintien d'une conception essentialiste du genre, dont découle directement la répartition genrée des rôles sociaux. Cette destruction des personnes transgenres, loin de s'amenuiser, prend sans cesse de nouveaux visages: qu'il s'agisse de nous pathologiser, de nous invisibiliser ou de contrôler nos parcours de transition, c'est toujours d'assauts transphobes dont il est question.

L'État patriarcal apparait ainsi comme l'une des pierres angulaires de la transphobie : médicalement comme administrativement, il faut toujours en passer par l'examen des institutions pour obtenir le droit d'exister et mériter son statut d'être humain légitime.

Nous refusons cette intrusion, tout comme nous refusons les tentatives d'assimilation forcée des personnes trans aux valeurs cisgenres binaires et hétérocentrées dans leurs parcours de transition. Nous refusons la récupération médiatique de la transphobie par les réactionnaires pour servir leurs agendas fascistes. Nous refusons les arguments essentialistes des terfs qui instrumentalisent les luttes féministes pour légitimer des discours de haine.

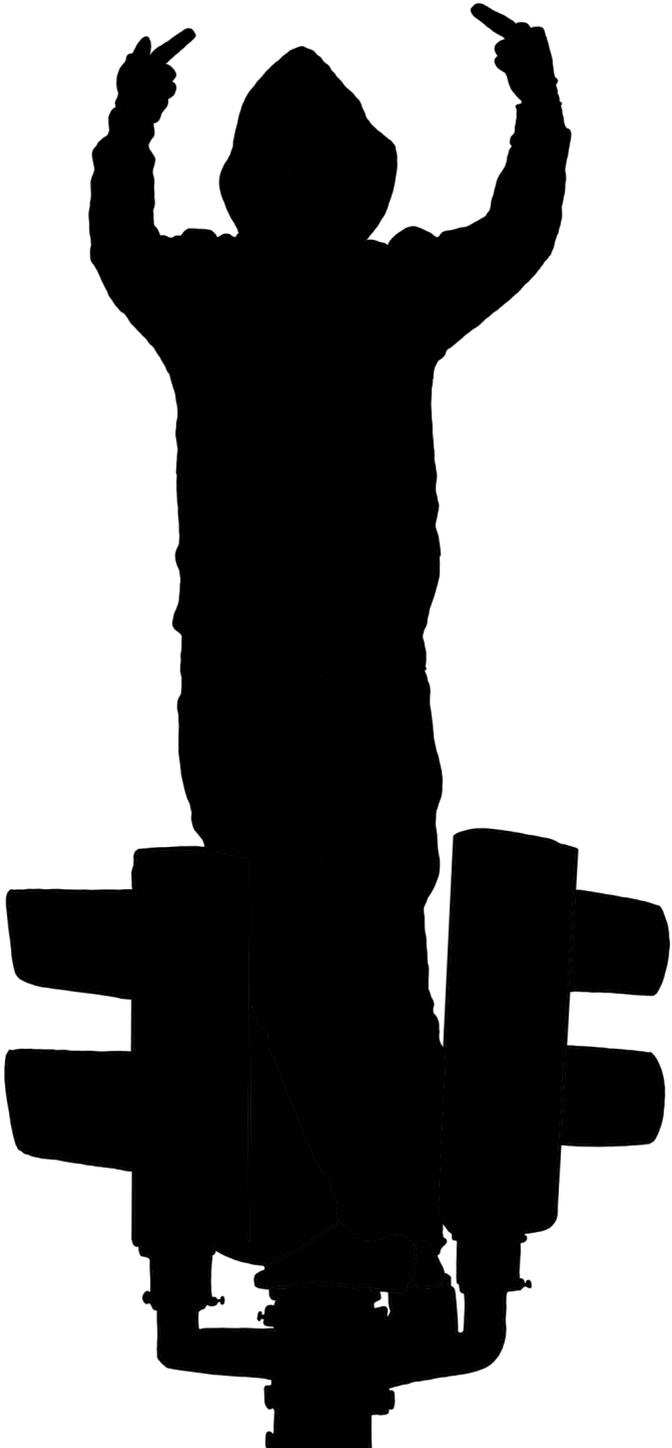
Puisque la transphobie est partout, c'est partout qu'il faudra la combattre.



Et en premier lieu dans nos propres rangs, qui véhiculent des biais transmisogynes, transmisandres et enbyphobes. Pour ce faire, il est urgent de repolitiser cette question en réaxant la lutte sur les conditions matérielles d'existence des personnes trans. Puisque c'est nos existences qui sont menacées, puisque c'est de notre survie et de notre sécurité qu'il est question ici, nous appelons à désenclaver les revendications queer des seuls enjeux d'identité et de représentation. Combattre la transphobie efficacement ne pourra se faire que si nous sommes capables de montrer que les personnes trans subissent ce même stigmat, par-delà la pluralité des identités de genre.

Être trans en contexte transphobe, c'est partager la même condition d'opprimé.e, et c'est donc concrètement qu'il s'agit de lutter contre cette oppression.

Nous voulons que disparaissent les discriminations au logement, à l'embauche, aux soins médicaux, aux droits administratifs, aux droits reproductifs. Nous appelons à l'insurrection et l'acte révolutionnaire pour permettre de nous libérer toutes et d'exister de façon inconditionnelle.



2-ORGANISATION

ACTION DIRECTE

Nous revendiquons l'action directe non seulement comme principe d'organisation de nos luttes mais aussi comme force de contestation directement mobilisable par les classes opprimées. Utiliser l'action directe, c'est penser la possibilité du changement social comme étant du côté de la classe des possédé.e.s. L'action directe est la création d'un rapport de force qui ne négocie aucunement avec l'État et qui n'utilise pas l'intervention des institutions pour revendiquer des droits, gagner du terrain ou initier des changements radicaux dans la société.

En ce sens, l'action directe est l'outil privilégié de la révolte des masses. Elle ne nécessite aucune autorisation, aucun passe-droit que l'État voudrait bien nous délivrer. Elle est la force d'organisation que nous estimons la plus efficace car elle s'absout des voies politiques traditionnelles et renverse le rapport de légitimité de l'exercice du pouvoir.

ANONYMAT

L'anonymat est pour nous à la fois un outil de lutte et un symbole politique. Parler et agir publiquement, sans couverture, est en effet un privilège. Rester anonyme permet de mener des actions, de produire du savoir, de penser et de construire la lutte dans une plus grande autonomie. De plus, cela permet d'éviter l'écueil qu'est la lutte à la première personne, de manière à mettre en avant non pas les individus mais bien les combats menés. C'est en tant que groupe soudé défendant collectivement ses positions que nous agissons, sans que celles-ci ne deviennent des incarnations personnifiées.

LOCALITÉ

Selon nous, construire et organiser un collectif militant ne peut se faire efficacement qu'à échelle locale. Il importe dès lors de prendre en considération les aspects propres à chaque territoire, et par là nous entendons : les caractéristiques historico-politiques (politique urbaine ou rurale, histoire sociologique et politique), juridiques (les lois, le système carcéral, la police) et culturelles (le système de normes et de valeurs, la culture dominante, la culture militante). En ce sens notre militantisme s'applique à construire une lutte et un rapport de force de terrain, qui s'appuie et répond aux réalités de notre territoire. C'est en partant du local que nous irons vers le global.



RADICALITÉ

La radicalité suppose la remise en cause de toutes les formes d'exploitation, de prédation et de domination. En nous définissant comme fondamentalement radicales.aux, nos objectifs sont clairs : il nous faut détruire les systèmes oppressifs en place pour pouvoir imposer des changements de société profonds et salvateurs. Pour les détruire, nous devons comprendre comment, à la racine, ils ont été créés et comment ils sont aujourd'hui maintenus par les sphères de pouvoirs officielles. Il nous faut aussi revendiquer la réappropriation de moyens de luttes violents et radicaux pour réaliser nos objectifs.

Puisque l'État sert des intérêts capitalistes, nous appelons à une conscientisation des forces déployées par nos ennemis et à ce qu'implique une réelle lutte contre ceux-ci. Nous devons comprendre que face à nous se déploie une violence incarnée dans les pratiques disciplinaires légales que sont le contrôle, la surveillance, la répression et l'enfermement.

Ainsi l'État capitaliste tue : nos corps sont exposés à la souffrance, à l'exploitation, à la mutilation, à la mort, notre planète et ses ressources sont réduites en poussière. Nous ne pouvons dès lors que lui opposer une réponse elle aussi radicale si nous ne voulons pas être réduit.e.s à l'impuissance. Tandis que L'État détient le monopole de la violence légitime, la non-violence est une injonction supplémentaire qui pèse sur les opprimé.e.s pour maintenir l'ordre établi : de ce fait nous la refusons.

A la violence systémique omniprésente, nous opposons l'urgence d'une violence contestataire qui ne soit pas systématiquement délégitimée. Être radicales.aux, c'est donc aussi prendre conscience que la violence émane doublement de l'appareil de l'État et du capitalisme-patriarcale, et s'organiser collectivement en conséquence.

III-PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE



Nous considérons qu'aucun changement ne pourra se faire en dehors de la voie révolutionnaire. Ainsi, nous appréhendons la révolution comme une perspective vers laquelle tendre à travers l'articulation des luttes antipatriarcales et anticapitalistes.

Nous affirmons que la voie réformiste contribue à l'acceptation du système en place, via l'illusion d'un régime démocratique fonctionnel et l'injonction à la résilience. De fait, les réformes n'entraînent que des changements de façade en dispersant des miettes progressistes. Elles sont donc non seulement structurellement inopérantes, et pire encore, elles nourrissent la croyance en un pouvoir effectif du peuple, menant invariablement à une forme d'immobilisme. En effet, les réformes servent toujours les intérêts de la classe dominante, même lorsqu'il s'agit d'œuvrer pour davantage de justice sociale : au mieux, elles permettent momentanément à certain.e.s d'échapper à des mécanismes de domination et de prédation qui seront irrévocablement reportés sur d'autres. Dans un tel système, la loi et son application cooptent donc des biais structurellement racistes, classistes et sexistes, et ont pour principale fonction le maintien de celui-ci.

Notre objectif est donc de propager la conscience révolutionnaire en tant que seule alternative viable pour mener un combat concret et efficace face aux possédant.e.s. Nous avons la conviction qu'il est nécessaire de renforcer et d'affirmer le pouvoir d'action de nos classes opprimées en nous inspirant des révolutions présentes et passées. Nous affirmons ainsi notre solidarité envers toutes les luttes anti-coloniales, anti-impérialistes, anti-fascistes, anti-capitalistes et anti-patriarcales partout dans le monde.

Faire de la révolution notre seule perspective, c'est donc la situer à mi-chemin entre la théorie et la pratique : elle est à la fois un

renversement du domaine des idées et du domaine des faits. La révolution par les idées, nous y prenons part en nous imposant politiquement en tant que voix légitime et en fédérant les luttes. Quant à la révolution dans les faits, nous choisissons de l'incarner par notre résistance à l'ordre établi en refusant les politiques réformistes et en luttant fermement pour un changement profond et radical. Ce n'est qu'en résistant et en s'organisant collectivement que nous poserons les bases propices à la destruction de toutes les dynamiques de domination.

Il s'agit pour nous de construire un espace tant de réflexions collectives théoriques que d'organisation concrète d'actions afin de dépasser l'utopie révolutionnaire et d'affirmer la perspective concrète d'un renversement.



Que ce vieux monde brûle.

«Manifeste pour une révolution radicale»
La fronde
Collectif Anti-patriarcal

2023 - Bruxelles

